



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET « AMI Soutiens laveurs 2025 »

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de dépôt des candidatures au plus tard le 07 juillet 2025 à 12h00

Version en date du 16 juin 2025

Le présent document, y compris ses annexes, est communiqué aux entreprises et leurs collaborateurs consultés par la Société Agréée et/ou y ayant accès.

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	3
2. ENJEUX ET OBJECTIFS DE L'AMI	5
2.1 Présentation générale	5
2.2 Présentation de la démarche	5
3. CARACTERISTIQUES DU PROJET	6
3.1 Principe du Financement	6
3.2 Recours à un Intermédiaire pour la mise en place et le suivi du Projet	7
3.3 Enveloppe prévisionnelle globale du financement	7
4. DOCUMENTS DE L'AMI	8
5. CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'AMI	9
6. MODALITES APPLICABLES A LA PHASE DE CANDIDATURES	10
6.1 Contenu du Dossier de Candidature	10
6.2 Transmission du Dossier de candidature	10
6.3 Demandes d'éclaircissements et invitation à régulariser	11
6.4 Question des Candidats	11
6.5 Entretien avec les Candidats	11
6.6 Recevabilité des candidatures	11
6.7 Evaluation des candidatures	12
7. FIN DE LA PROCEDURE DE SELECTION	13
7.1 Annonce des Candidats retenus	13
7.2 Mise au point et signature du Contrat	13
8. PRECISIONS JURIDIQUES	14
8.1 Propriété intellectuelle	14
8.2 Confidentialité	14
9. ANNEXES	15

1. Définitions

Activité : désigne l'Activité industrielle et commerciale du Porteur de Projet.

Activité Financée : Désigne l'activité de lavage du Porteur de Projet faisant l'objet du Financement.

AMI Soutiens Laveurs 2025 : Procédure objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêts (« AMI ») engagée par la Société Agréée afin de sélectionner les Porteurs de Projet qui pourront bénéficier d'un Financement avec contrepartie après signature du Contrat.

Boucle de réemploi : La boucle de réemploi désigne le circuit complet de l'emballage réemployable : de la collecte de l'emballage sale, en passant par le tri, le stockage, le lavage, la livraison, le conditionnement, la distribution, et la remise en rayon et la vente en magasin.

Candidat : Désigne l'entreprise exploitant un centre de lavage d'emballages alimentaires ménagers présentant sa candidature à l'AMI Soutiens Laveurs 2025.

Capacité totale : Désigne la capacité totale du centre de lavage entendue comme la vitesse de la machine x son efficacité x le nombre de jours travaillés.

Contrat : Désigne l'acte conclu entre le Porteur de Projet, la Société Agréée et l'Intermédiaire pour encadrer le versement du Financement avec contrepartie de la Société Agréée au Porteur de Projet (Annexe 1 au Règlement de consultation).

Créneau vide : Désigne la différence entre la Production nominale et la production réelle du Candidat sur une période donnée (du début de l'année 2025 jusqu'au dépôt de la candidature).

Emballage réemployable : Désigne le contenant destiné au conditionnement d'un produit, intégré dans le cadre d'une Boucle de réemploi.

Financement : Désigne la somme versée par la Société Agréée au Porteur de Projet au titre du Contrat, calculée selon la formule suivante : $\text{Frais Fixes} \times \text{Créneaux Vides} / \text{Capacité Totale}$. Cette somme est plafonnée dans les conditions prévues à l'article 13.5 du Contrat.

Frais fixes : Désigne les frais exposés au titre de l'Activité Financée, suivants :

- Frais liés aux locaux et au foncier :
 - Loyer ou amortissement du bâtiment
 - Assurance des locaux
 - Taxes foncières et/ou taxes d'occupation
- Frais liés aux équipements et aux installations de production et de manutention :
 - Amortissement des équipements
 - Entretien et maintenance préventive des équipements (hors pannes imprévues)
- Frais de personnel :
 - Salaires et charges sociales des salariés (personnel administratif, responsables techniques, chef de site, etc.)
 - Rémunération de la direction

- Frais administratifs et généraux :
 - Abonnements (eau, électricité, gaz pour la partie non directement liée au volume lavé – ex : éclairage, chauffage des bureaux, gardiennage)
 - Télécommunication, assurances diverses...
- Frais financiers et structurels :
 - Intérêts des emprunts liés à la création ou au fonctionnement de l'usine.
 - Redevances ou loyers de crédit-bail (si l'équipement est loué en leasing).
- Frais de certification ou de conformité :
 - Certifications qualité (type HACCP, ISO 22000...)
 - Contrôles réglementaires (hygiène, sécurité, etc.)

Intermédiaire : La société spécialisée (We Do Good) dans la structuration et l'opérationnalisation de mécanismes de financement en partage de revenus, l'Intermédiaire a vocation à intervenir :

- dans un premier temps, dans le cadre de l'AMI Soutiens Laveurs 2025, comme assistant à maîtrise d'ouvrage aux côtés de la Société Agréée, et
- dans un second temps, comme partie au Contrat afin de suivre l'exécution technique et financière du Contrat, notamment via la mise à disposition de son Site.

Porteur de Projet : Candidat retenu à l'issue de l'AMI Soutiens Laveurs 2025 ayant signé le Contrat avec la Société Agréée et l'Intermédiaire.

Production nominale : Désigne la production calculée au regard de la vitesse nominale de la machine x son efficacité x le nombre de jours ouvrés en une équipe de 8 heures.

Projet : Mise en place d'un soutien financier aux Porteurs de Projet via l'octroi d'un Financement avec contrepartie versé par la Société Agréée aux Porteurs de Projet.

Redevance : Désigne la part de ses Revenus que le Porteur de Projet cède à la Société Agréée, dans les conditions fixées au Contrat (voir Annexe 1 du règlement de consultation).

Redevance collectée : Montant cumulé des Redevances versées par le Porteur de Projet à la Société Agréée pendant la durée du Contrat.

Redevance Plafond : Montant maximum pouvant être remboursé par le Porteur de Projet à la Société Agréée en application du Contrat.

Redevance Plancher : Montant minimum devant être remboursé par le Porteur de Projet à la Société Agréée en application du Contrat.

Revenus : Désigne les produits issus de l'Activité financée, définis par le Contrat comme le Chiffre d'Affaires net hors taxes du Porteur de Projet (voir Annexe 1 du règlement de consultation).

Site : Désigne la plateforme sur Internet développée par l'Intermédiaire, accessible à l'URL www.wedogood.co, distribuant des services de paiement et de signature électronique.

Société Agréée : Désigne l'éco-organisme Citeo.

2. Enjeux et objectifs de l'AMI

2.1 Présentation générale

Citeo est une entreprise à mission créée il y a 30 ans par les entreprises de la grande consommation et de la distribution pour réduire l'impact environnemental de leurs emballages et papiers en déployant des solutions de réduction, de réemploi, de tri et de recyclage. Citeo prend en charge les obligations réglementaires de la REP des Emballages Ménagers et Papiers Graphiques pour ses clients.

Leur raison d'être est d'engager et d'accompagner les acteurs économiques à produire, distribuer et consommer en préservant la planète, les ressources, la biodiversité et le climat. En tant qu'entreprise à mission, Citeo souhaite créer les conditions pour construire les solutions d'aujourd'hui et de demain en conjuguant performances environnementale et économique.

Citeo met en œuvre les actions nécessaires pour contribuer activement au développement du réemploi des emballages à l'échelle nationale et atteindre les objectifs suivants (tous types d'emballages confondus) :

- 10% d'emballages réemployés en 2027, pour toutes les entreprises.

Pour atteindre ces objectifs nationaux, Citeo mène des actions visant à :

- Développer les connaissances techniques, financières et opérationnelles du réemploi et les diffuser ;
- Accélérer l'innovation et l'expérimentation ;
- Contribuer à construire les modèles opérationnels et les filières de demain.

2.2 Présentation de la démarche

Conformément à ses obligations réglementaires, la Société Agréée encourage le développement de solutions de réemploi des emballages ménagers, et notamment le développement d'un réseau d'infrastructure de lavage, afin d'atteindre l'objectif fixé par la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) de 10% d'emballages réemployés en 2027.

Dans ce contexte, la Société Agréée établit **une feuille de route dans le cadre d'un Comité de Concertation Lavage alimentaire** afin de structurer la vision du déploiement national du dispositif de lavage, sur la base de considérations techniques, stratégiques et économiques. Ce comité est constitué des acteurs de la chaîne (fédérations d'opérateurs de lavage, représentants de collectivités locales, fédérations de metteurs en marché).

Cette feuille de route vise à planifier à long terme les capacités et technologies de lavage nécessaires au développement du réemploi et leur adéquation avec les mises en marché d'emballages réemployables. Il s'agira notamment de cadencer les appels à projets lavage de la Société Agréée pour les prochaines années.

Dans l'attente de la finalisation de cette feuille de route en 2025, il est important pour la Société Agréée de soutenir financièrement les acteurs du lavage de bouteilles réemployables en verre à plus court terme. Tel est l'objet du présent AMI Soutiens aux laveurs 2025.

3. Caractéristiques du Projet

3.1 Principe du Financement

Le Financement alloué par la Société Agréée aux Porteurs de Projet sera accordé en contrepartie d'un partage de revenus futurs.

Les principes du Financement sont les suivants :

- ❖ **Un Financement unique en 2025 et en 2026 avec un versement en plusieurs fois :**
 - 35% à la signature du Contrat (Annexe 1 au Règlement de consultation),
 - 55% après contrôle et validation des Taux de Rendement sur les trois premiers mois d'exécution du Contrat,
 - 10% après la première déclaration de Chiffres d'Affaires prévue dans le cadre du Contrat pour janvier 2026.

- ❖ **Un Financement avec contreparties selon les caractéristiques suivantes :**

En contrepartie du Financement versé par la Société Agréée, le Porteur de Projet s'engagera à reverser sur une durée déterminée un pourcentage de son Chiffre d'Affaires (appelé « Redevance » au sens du Contrat, cf. Annexe 1 du Règlement de consultation), sur une fréquence trimestrielle.

Le pourcentage de Chiffre d'Affaires à reverser sera déterminé pour chaque Porteur de Projet en fonction de ses données quantitatives et qualitatives définies à l'Article 6.7 du présent Règlement de consultation, ainsi que du Financement versé par la Société Agréée.

Redevance Plafond : Il est expressément convenu que le montant total cumulé des remboursements effectués par le Porteur de Projet au titre du Contrat ne pourra en aucun cas excéder le Financement versé par la Société Agréée, majoré du taux d'intérêt légal en vigueur applicable sur la période de remboursement. En cas d'atteinte de ce plafond avant l'échéance théorique du Contrat, le Porteur de Projet sera réputé avoir intégralement rempli ses obligations de reversement et sera libéré de toute obligation financière restante au titre du Contrat.

Par défaut, la durée de remboursement sera établie à 7 ans.

Redevance Plancher : En cas de non-atteinte du minimum de remboursement fixé à 60% du Financement, le Contrat se prolongera au-delà de sa durée initiale (fixée à 7 ans), jusqu'à atteinte du montant minimum dans la limite d'une durée maximale de 15 ans. Les versements seront dus en fonction du Chiffre d'Affaires réel du Porteur de Projet, dans les conditions figurant au Contrat.

- ❖ **Un Financement dédié à l'objet de l'AMI**

L'AMI a pour objet de couvrir une partie des Frais Fixes des activités de lavage sur les Créneaux vides de lavage des Porteurs de Projet :

- sur la base des capacités prévisionnelles de 2025
- avec le rendement opérationnel des lignes de lavage réalisé sur le Trimestre 4 2024
- sur une organisation en 1x8 heures

Le Financement perçu par le Porteur de Projet devra être utilisé exclusivement pour répondre à l'objet de l'AMI à l'exclusion de toute autre activité du Porteur de Projet. La Société Agréée se réserve la possibilité de contrôler le respect de cet engagement dans le cadre de l'exécution du Contrat (cf. Contrat en annexe).

Les Financements accordés devront exclusivement servir à couvrir les Frais Fixes liés à l'Activité Financée. Si le Candidat retenu bénéficie, par ailleurs, d'autres soutiens versés par la Société Agréée (notamment au titre de l'AAP Lavage), chaque soutien perçu devra être utilisé pour répondre aux objectifs propres à chaque procédure.

3.2 Recours à un Intermédiaire pour la mise en place et le suivi du Projet

Pour les besoins du Projet, la Société Agréée a recours à la société WE DO GOOD (l'« Intermédiaire »).

L'Intermédiaire aura notamment pour missions de :

- Recevoir les déclarations périodiques de Revenus et les déclarations et attestations fiscales,
- Prélever la Redevance auprès du Porteur de Projet via les services de paiements distribués sur son Site,
- Assurer la transmission des informations transmises par le Porteur de Projet à la Société Agréée.

Le recours à cet Intermédiaire implique pour le Porteur de Projet, une fois le Contrat signé, de créer un compte personne morale sur le Site de l'Intermédiaire, et d'utiliser les services de paiement et de signature électronique distribués sur le Site. L'utilisation des services de paiement nécessite pour les Parties de transmettre des documents permettant d'attester de leur identité, en vertu des textes réglementaires relatifs aux obligations de vigilance en matière de services de paiement en ligne.

Le paiement de la Redevance sera effectué en euros via les services de paiement en ligne distribués sur le Site de l'Intermédiaire. Les frais techniques et de gestion liés à ce paiement en ligne seront à la charge du Porteur de Projet (les frais représentent 1,5% du montant reversé par le Porteur de Projet au titre de la Redevance).

3.3 Enveloppe prévisionnelle globale du financement

L'enveloppe prévisionnelle globale prévue par la Société Agréée est de 7 millions d'euros TTC pour cette procédure d'AMI (tous Porteurs de Projet confondus).

4. Documents de l'AMI

Les conditions de réalisation de l'AMI sont fixées par la Société Agréée, au travers des documents suivants :

A°/ Le règlement de consultation, et ses annexes :

B°/ Ses annexes :

- Annexe 1 : Projet de contrat.
- Annexe 2 : Cadre de réponse
- Annexe 3 : Les attendus du Business Plan

La Société Agréée peut modifier les documents de l'AMI en cours de consultation afin d'y apporter des ajustements.

La Société Agréée informe les Candidats des modifications. Un délai suffisant doit leur être accordé pour qu'ils puissent en tirer les conséquences sur leurs candidatures.

5. Calendrier prévisionnel de l'AMI

Le calendrier prévisionnel de l'AMI est fixé dans le tableau ci-après :

Etapes	Dates prévisionnelles
Publication de l'AMI	16 juin 2025
Remise du Dossier de candidature	07 juillet 2025 à 12h00
Phase d'analyse et d'entretiens	07 juillet au 31 juillet 2025
Annonce des Candidats retenus	1 août 2025

Le calendrier sera précisé en tant que de besoin en cours de procédure.

La Société Agréée se réserve la possibilité d'effectuer des vérifications préalables (une visite de site par exemple) pour les nécessités de l'appréciation du dossier.

La Société Agréée peut librement, et à tout moment, déclarer sans suite ou infructueux l'AMI. La décision est motivée, et communiquée à l'ensemble des Candidats. Elle n'ouvre, en tant que telle, aucun droit indemnitaire aux Candidats.

6. Modalités applicables à la Phase de candidatures

La Société Agréée mènera l'AMI, conformément aux lois et règlements qui s'imposent à elle en tant qu'éco-organisme, en particulier le principe d'égalité de traitement et de non-discrimination des candidats.

6.1 Contenu du Dossier de Candidature

Chaque dossier sera constitué des pièces exposées ci-dessous. Chaque dossier doit être présenté en utilisant la trame des pièces proposées par la Société Agréée sans en modifier le format.

Les Candidats peuvent joindre à leur dossier tout document supplémentaire qu'ils jugent opportun afin d'éclairer leur Projet. La personne signataire du Dossier de candidature doit être habilitée à représenter la personne morale compétente.

Le Dossier de candidature des candidats à l'AMI devra comprendre au minimum les éléments suivants :

6.1.1 Volet administratif

- Un extrait Kbis à jour et daté de moins de trois (3) mois ou attestation de SIRENE, ou équivalent ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Un justificatif relatif à l'insertion professionnelle ;

6.1.2 Volet technique

- Les fiches techniques constructeur de la laveuse de bouteilles ou équivalent ;
- Un document attestant la mise en service de la/des laveuse(s) bouteilles avant le 31/12/2024 (Constat d'achèvement des travaux par exemple) ;
- Tous documents attestant du TRS/OEE du process de lavage des bouteilles au trimestre 4 2024 :
 - o Rapport hebdomadaire/mensuel de production de bouteilles semaine 40 à semaine 52 de 2024
 - o précisant les heures d'ouverture associées
 - o et la traçabilité des palettes de bouteilles propres prêtes à la vente au SSCC.
- L'annexe 2 « Cadre de réponse » remplie ;
- Une présentation succincte du Candidat et de l'usine de lavage (format deck) ;
- Attestation sur l'honneur du Candidat qu'il lave des Emballages réemployables dans le cadre d'une Boucle de Réemploi.

6.1.3 Volet financier

- Les liasses fiscales 2022, 2023 et 2024 avec comptes de résultats détaillés et certifiés (si existants) ;
- La projection des comptes sur l'année 2025 ;
- Le business plan à 7 ans (ou à minima 5 ans) (voir Annexe 3 - Les attendus du Business Plan) ;
- Le plan de trésorerie du Candidat.

6.2 Transmission du Dossier de candidature

1. L'intégralité des documents relatifs à la candidature à l'AMI devra être déposée **avant le 7 juillet 2025 à 12h00** à l'adresse suivante : <https://zfrmz.eu/tB7pVhYeTPOG4iNJ9XIH>.

Chaque transmission fera l'objet d'un accusé de réception électronique.

2. Dans le cadre de cet AMI, la Société Agréée, s'engage à ne diffuser aucune information confidentielle à un Candidat concernant la candidature d'un autre Candidat. Chaque Candidat observe une même obligation de confidentialité.

3. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Les Candidats concernés en seront informés. Il est conseillé aux Candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

6.3 Demandes d'éclaircissements et invitation à régulariser

1. Pendant toute la durée de la procédure d'AMI, la Société Agréée se réserve la possibilité de :

- Solliciter des Candidats pour qu'ils apportent certains éclaircissements à leur candidature, sans en modifier des éléments substantiels ;
- Demander des compléments aux Candidats dont le dossier n'est pas complet avant de prononcer l'irrecevabilité.

S'agissant d'une simple faculté, la Société Agréée n'est pas tenue d'inviter les Candidats à régulariser leur candidature ou à y apporter des éclaircissements.

2. La Société Agréée se réserve la possibilité de fixer des réunions avec l'ensemble ou certains des Candidats, afin d'échanger sur certains aspects de leur candidature.

6.4 Question des Candidats

Les Candidats pourront adresser toute question à la Société Agréée au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite de remise des Dossiers de Candidature.

Les questions relatives à la compréhension de l'AMI ou au périmètre des prestations susceptibles d'intéresser les autres Candidats feront l'objet de réponses qui seront adressées à l'ensemble des Candidats.

6.5 Entretien avec les Candidats

Dans le cadre de la procédure d'AMI, la Société Agréée a recours à la société WE DO GOOD qui intervient en qualité d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).

A la suite de la date limite de dépôt des candidatures, les Candidats pourront être sollicités par la société WE DO GOOD afin de fixer un entretien.

Ces entretiens, d'une durée estimative de 30 minutes, seront réalisés en distanciel et porteront sur les éléments financiers présentés dans la candidature.

La société WE DO GOOD est soumise aux mêmes exigences de confidentialité que la Société Agréée dans le cadre de la procédure d'AMI, conformément aux termes de l'Article 8.2 du Règlement de consultation.

6.6 Recevabilité des candidatures

La recevabilité des candidatures sera examinée sur la base :

- Du caractère complet du Dossier de Candidature (les candidatures irrégulières, notamment du fait d'une incomplétude, sont écartées), et
- De la satisfaction par le Candidat de l'ensemble des conditions d'éligibilité suivantes :

6.6.1 Types d'acteurs pouvant Candidater

Les acteurs pouvant candidater sont les entreprises exploitant un centre de lavage d'emballages alimentaires ménagers :

- 1) **Ayant installé une laveuse de bouteille par technologie d'immersion avant le 31/12/2024, et**
- 2) **Dont l'activité principale porte sur le lavage d'Emballages réemployables.**

Seules les candidatures recevables donneront lieu à une évaluation sur la base des critères fixés ci-après (Article 6.7).

6.6.2 Zones géographiques concernées

Le périmètre géographique concerné par l'Appel à manifestation d'intérêts est le territoire national français.

6.7 Evaluation des candidatures

Les critères suivants seront appliqués aux candidatures pour déterminer les modalités du financement accordé :

Liste des Critères techniques évalués		
Critères	Documents ou indicateurs pour le jugement des candidatures	Pondération du critère
Capacité à laver	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de Rendement Synthétique sur le T4-2024 (TRS/OEE) : <i>annexe 2 – Cadre de réponse – Onglet « Calcul Capacitaire »</i> (8 pts) - Taux d'utilisation de la capacité nominale (en 1 poste) en 2024 (8 pts) - Nombre de créneaux potentiellement vides sur 1 poste en 2025 : <i>annexe 2 – Cadre de réponse – Onglet « Calcul Capacitaire »</i> (8 pts) - Historique de production (évolution du nombre de bouteilles lavées) : <i>annexe 2 – Cadre de réponse – Onglet « Fiche candidature » - Présentation du candidat</i> (8 pts) - Capacité à laver vertueusement : <i>annexe 2 – Cadre de réponse – Onglet « Fiche candidature » - Evaluation environnementale</i> (8 pts) 	/ 40 points
Critère économique	<ul style="list-style-type: none"> - Appréciation de la solidité économique, incluant l'analyse de l'historique d'activité et du chiffre d'affaires des années précédentes (20 pts). - Niveau d'endettement sur fonds propres (5 pts) - Niveau de croissance du Chiffres d'Affaires sur les derniers exercices (5 pts) 	/ 30 points
Critère développement	<p>Sous-critère développement économique <i>annexe 3 – Business Plan</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Robustesse des hypothèses et cohérence du plan de développement (5 pts) - Marge d'EBITDA projetée en rythme de croisière (2 pts) - Viabilité du plan de trésorerie (3 pts) - Cohérence du plan de financement (5 pts) <p>Sous-critère développement territorial</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence sur la projection des volumes 2025 (2 pts) - Contribution environnementale (amélioration de l'impact environnemental actuel) – <i>annexe 2 – Cadre de réponse – Onglet « Fiche candidature » - Critère développement</i> (4 pts) - Engagement social / territorial (création ou maintien d'emplois locaux, partenariats locaux) <i>annexe 2 –</i> 	<p>/ 15 points</p> <p>/ 10 points</p>

	Cadre de réponse - Onglet « Fiche candidature » - - Critère développement (4 pts)	
Critère de proximité	<p>Veillez fournir les preuves que pour votre activité actuelle de lavage des emballages ménagers (bouteilles), une distance totale maximale de 850km sur la boucle est respectée (le kilométrage intègre la distance entre le point de collecte des emballages réemployables et le point de reconditionnement par le metteur en marché).</p> <p>Le Candidat fournira tous justificatifs, ainsi qu'une attestation sur l'honneur confirmant le respect de cette distance (a minima pour une boucle existante).</p>	/5 points
Total		100 points

Le nombre de Candidats retenus n'est pas limité, mais les Financements qui leur seront attribués tiendront compte de l'enveloppe prévisionnelle globale prévue par la Société Agréée pour l'AMI par pondération au regard de la note de chaque Candidat retenu (Point 3.3 du Règlement de consultation).

7. Fin de la procédure de sélection

7.1 Annonce des Candidats retenus

La Société Agréée rend publique, dans les conditions précisées ci-après, la liste des Candidats retenus et la communique aux Candidats dont la candidature n'a pas été retenue. L'éco-organisme fait figurer, en annexe de cette liste, la part des entreprises ayant candidaté et la part des entreprises retenues, par catégories d'entreprises énumérées à l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie.

Au terme de la procédure d'AMI, la Société Agréée informe les Candidats non retenus du résultat de l'AMI par courriel. La Société Agréée communique aux Candidats dont la candidature n'a pas été retenue l'identité du/des Candidat(s) retenu(s).

Les résultats de l'AMI sont également publiés sur le site internet de la Société Agréée.

7.2 Mise au point et signature du Contrat

À la suite de l'information du/des Candidat(s) retenu(s), la Société Agréée lui/leur adressera le projet de Contrat pour procéder à sa signature, ainsi qu'à celle de l'Intermédiaire.

La période de mise au point du Contrat ne constitue pas une séance de négociation des termes contractuels. La mise au point a uniquement pour objet de préciser certains éléments du Contrat ou d'effectuer des ajustements à la marge, sans que le contenu du Contrat ne puisse substantiellement être modifié.

Le Candidat retenu perd le bénéfice de l'attribution du présent AMI en cas d'échec de la mise au point.

Seule la signature du Contrat entre la Société Agréée et le Candidat retenu (devenant « Porteur de Projet ») fera naître des droits et obligations entre les parties. En ce sens, l'annonce à un Candidat que sa candidature a été retenue par la Société Agréée, n'engagera pas cette dernière.

8. Précisions juridiques

8.1 Propriété intellectuelle

Les documents et éléments présentés par les Candidats, ainsi que ceux fournis par la Société Agréée, le sont aux fins exclusives du présent AMI. Ils ne peuvent être utilisés par la personne réceptrice à d'autres fins.

Les Candidats demeurent le cas échéant, titulaires des droits de propriété intellectuelle attachés aux candidatures transmises à la Société Agréée.

La Société Agréée, et l'Intermédiaire pour ce qui le concerne, demeurent titulaires des droits de propriété intellectuelle attachés aux documents constituant l'AMI transmis aux Candidats.

Les Candidats, la Société Agréée et l'Intermédiaire se garantissent réciproquement une jouissance paisible.

8.2 Confidentialité

La Société Agréée et chaque Candidat s'engagent réciproquement à assurer la confidentialité des données que chacun reçoit de l'autre dans le cadre du présent AMI. La confidentialité ainsi définie couvre les éléments remis par les Candidats à la Société Agréée au titre des candidatures, mais également l'ensemble des documents constituant le présent AMI.

Sont inclus dans le périmètre de la confidentialité les sociétés affiliées d'un même groupe, ainsi que les personnes concourant aux activités du groupe potentiellement concernées par le présent AMI (tout administrateur, dirigeant, mandataire social, employé, prestataire, sous-traitant ou conseil d'une des Parties ainsi que tout tiers agissant pour le compte de cette Partie).

Il est fait exception à la confidentialité s'agissant des questions formulées par les candidats qui seraient susceptibles d'intéresser les autres candidats à la procédure afin de mieux appréhender les documents de l'AMI. Les questions/réponses agrégées sont diffusées à l'ensemble des Candidats, et donnent le cas échéant lieu à une modification du règlement de consultation.

Les conseils externes qui accompagnent la Société Agréée dans l'analyse des dossiers remis par les Candidats (notamment l'Intermédiaire) sont également tenus par cette obligation de confidentialité.

9. ANNEXES

- Annexe 1 : Projet de contrat.
- Annexe 2 : Cadre de réponse.
- Annexe 3 : Les attendus du Business Plan.

